

INTRODUCTION
INÉGALITÉS ET PAUVRETÉ DANS
LES PAYS ARABES

Maurice CATIN* et **El Mouhoub MOUHOUD****

Cela n'est pas sans une légère dose de prémonition que le GDR DREEM a organisé son colloque bi-annuel à l'Université Galatasaray à Istanbul sur le thème « Inégalités et développement dans les pays du sud de la Méditerranée » un an avant le déclenchement de la révolution tunisienne et ce que l'on a à présent coutume d'appeler le « printemps arabe ».

Il se trouve qu'en dépit des différences majeures qui caractérisent leurs systèmes économiques, les pays arabes partagent un certain nombre de fléaux communs. Les changements soudains qu'ont connus les pays au sud et à l'est de la Méditerranée ont surpris tous les observateurs. La surprise était d'autant plus grande que ces pays avaient relativement mieux résisté à la crise de 2008-2009 que la plupart des autres régions du monde. En outre, depuis la seconde moitié de la décennie 2000, les gouvernements ont pu gérer les crises en mettant en œuvre presque partout des politiques contra cycliques qui ont plus ou moins bien marché : extension des incitations fiscales favorisant l'investissement, ampleur de la réduction des taux d'intérêt nécessaires pour maintenir l'activité économique... (Abdih et al., 2010 ; FEMISE, 2010). Il en va de même du point de vue des indicateurs de développement humain : la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, Oman et l'Arabie Saoudite avaient ainsi été classés parmi les dix pays du monde ayant enregistré la plus forte augmentation de l'IDH entre 1970 et 2010. Des progrès très rapides accomplis par les pays de la région dans les domaines de la santé et de l'éducation ont été observés. L'espérance de vie en Afrique du Nord est passée de 51 à 71 ans entre 1970 et 2010. La part des enfants scolarisés est, quant à elle, passée de 37% à 70% sur la même période en Afrique du Nord. Les faibles taux de natalité des pays arabes vont de pair avec le recul de l'âge du mariage et l'accroissement du taux de participation des femmes au marché du travail, même si le niveau est encore faible.

Mais derrière les apparences et les bonnes performances macroéconomiques, l'ensemble des pays de la région souffrent des mêmes symptômes expliquant ainsi la diffusion inattendue des révolutions et de la revendication démocratique. En se référant aux quatre défis auxquels sont confrontés les pays du sud de la Méditerranée énoncés par Catin et Regnault (2006), si le défi de la

* LEAD, Université du Sud Toulon-Var ; Directeur adjoint du GDR International du CNRS DREEM ; catin@univ-tln.fr

** Université Paris Dauphine ; Directeur du GDR International du CNRS DREEM ; em.mouhoud@dauphine.fr

démocratie a surgi avec force et tente d'être relevé, le défi de la mondialisation et de l'insertion internationale, le défi de la productivité et le défi migratoire restent entiers. Ces économies sont caractérisées par une polarisation sur peu de secteurs industriels, des taux d'emploi parmi les plus faibles du monde, une gestion rentière des ressources et une corruption conduites et organisées par les oligarchies claniques au pouvoir, impliquant ou non les militaires. L'augmentation considérable du niveau d'éducation depuis la décolonisation se traduit par un sous-emploi des diplômés et des taux d'expatriation anormalement élevés des qualifiés (Mouhoud, 2012 ; Campante et Chor, 2012). En moyenne les populations des pays arabes connaissent un taux annuel de croissance d'environ 1 à 2 % tandis que la population en âge de travailler augmente de 3 % par an, la demande d'emploi de 4 % par an et le nombre de personnes diplômées de 6 à 8 %. Au Maghreb, les diplômés de l'enseignement supérieur connaissent ainsi un taux de chômage plus élevé que les non-diplômés. Des inégalités récurrentes se cachent derrière les performances macroéconomiques et la croissance relativement plus élevée des PIB par habitant dans les années 2000 : inégalités de revenus, inégalités sociales, inégalités spatiales, inégalités hommes-femmes... Même au sein des élites diplômées, des inégalités très prononcées se sont accrues entre la minorité qui détient des positions de rente sur le marché du travail des qualifiés et les élites de masse – qui travaillent dans des services de proximité, les centres d'appel, le tourisme... – acculés au déclassement interne ou à l'expatriation forcée.

Ce thème des inégalités ne pouvait donc être mieux choisi pour caractériser les pays arabes méditerranéens. C'est pourquoi la question de la croissance dite « inclusive » est au premier plan des discussions et propositions dans les instances internationales comme la Banque mondiale ou la Banque arabe de développement.

La littérature récente insiste sur le rôle que jouent les inégalités dans l'explication de la croissance, de l'émigration, de la pauvreté, dans de nombreux pays en développement. Comme le suppose la théorie de la croissance « pro-pauvres » (*pro-poor growth*), deux effets distincts jouent dans l'explication de la pauvreté : un « effet croissance » et un « effet inégalité ». Si la Banque mondiale met en avant la nécessité de réduire les "trappes à inégalité" pour réduire la pauvreté en préconisant la lutte contre l'iniquité sociale, des travaux ont montré que le problème est plus complexe dans les pays arabes méditerranéens. Malgré une nette amélioration des indicateurs d'éducation, de santé et de développement humain, ces pays n'ont pas connu de réduction significative de la pauvreté. Environ 40 % de la population des 18 pays arabes, soit 140 millions de personnes, vit en dessous du seuil de pauvreté (selon le rapport du PNUD et de la Ligue arabe de 2009) et il n'y a pas eu réduction du taux de pauvreté et de la part de la population souffrant de malnutrition au cours des vingt dernières années.

La littérature économique récente met aussi l'accent sur les institutions et leur qualité comme facteur clé du développement ou de la trappe au sous-développement. Les institutions des pays arabes et leur fonctionnement, leur rôle dans la faiblesse des performances économiques qui caractérise ces pays,

méritent des analyses approfondies. Le blocage des institutions et la diffusion de la corruption érodent les « capacités », pour reprendre la formulation de Amartya Sen, et la confiance comme pratique sociale. Ce qui a pour conséquence de réduire l'efficacité et de nuire à la productivité du travail. La pauvreté monétaire est limitée par l'existence de transferts de fonds des émigrés et l'organisation de filets sociaux par les solidarités familiales et par le soutien public aux prix des produits de base ou à l'emploi dans l'administration. Mais le contrat social implicite qui fonde cette solidarité favorise les pratiques clientélistes qui tendent à lier les individus aux titulaires de parcelles de pouvoirs politique ou administratif. Enfin, la progression des règles formelles est bloquée et les fonctionnements traditionnels continuent de prévaloir (Mouhoud, 2012).

Devant le côté multiforme des inégalités dans les pays arabes, leurs spécifications, leurs déterminants et leurs effets appellent à des recherches approfondies, d'autant que les travaux restent limités sur la question (voir par exemple récemment Acar et Dogruel, 2012 ; Drine, 2012). Ce numéro de Région et Développement contribue ainsi, sous différents aspects, à l'analyse des inégalités dans les pays arabes.

Sur la relation entre inégalités et développement, il apparaît dans de nombreux travaux que la dimension institutionnelle et politique d'un pays ne peut être occultée. **Denis Cogneau** s'appuie sur l'histoire du développement, les courants philosophiques et socioéconomiques, discute de la courbe en cloche des inégalités de revenu avec le développement économique de Kuznets, de la reproduction des inégalités... et appelle à faire rentrer de plain-pied dans les analyses et les modèles économiques les choix « politiques des inégalités » et le rôle des « inégalités politiques » (tels l'impact de la concentration du pouvoir, de la séparation des pouvoirs, etc.).

L'approche par les indicateurs de la croissance « pro-pauvres » est mobilisée et discutée par **Christophe Ehrhart**. Il l'applique pour analyser l'évolution de la pauvreté monétaire en Egypte, sur la période 1990-2004. Le résultat est contrasté mais en termes d'inégalités la croissance a été moins favorable pour les plus pauvres.

Les effets de la croissance économique et des inégalités sur l'évolution de la pauvreté sont aussi étudiés à travers différentes techniques par **Faouzi Sboui**, dans le cas de la Tunisie sur la période 1985-2005. La croissance a réduit l'incidence de la pauvreté, mais la profondeur et la sévérité de la pauvreté ont plutôt augmenté et, si l'on schématise, là aussi les riches ont relativement plus bénéficié que les pauvres des fruits de la croissance.

Caroline Daymon aborde la question des effets de l'ouverture économique sur les inégalités de revenu et la répartition salariale dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Le modèle proposé montre, sur la période 1980-2003, que les échanges commerciaux, à travers les importations et l'accaparement des rentes par un petit nombre, accentuent le caractère inégalitaire de la répartition des salaires dans le secteur manufacturier alors qu'à travers notamment les exportations, ils réduisent l'inégalité des revenus de la population.

L'emploi et le fonctionnement du marché du travail sont un véhicule important des inégalités dans les pays arabes.

Moundir Lassassi et Nasser-Eddine Hammouda, en exploitant les Enquêtes emploi de 1997 et 2007, dressent un panorama de l'insertion professionnelle en Algérie, à travers les caractéristiques démographiques, de formation, des territoires et des ménages, de la population active et occupée. Les inégalités hommes/femmes en matière d'activité et d'emploi sont particulièrement importantes. L'accès des femmes algériennes au monde du travail demeure faible par rapport aux hommes. La proportion des actifs dépasse 67 % pour les hommes âgés de 15 ans et plus alors qu'elle est inférieure à 15 % pour les femmes. Il y a aujourd'hui plus de filles que de garçons scolarisés dans l'enseignement supérieur. Or, près d'une diplômée sur quatre se retrouve au chômage après la sortie de l'Université, contre un sur dix pour les diplômés.

Philippe Adair et Youghourta Bellache apportent un éclairage sur l'emploi informel, d'un poids important et croissant, en Algérie, à partir d'une enquête réalisée auprès des ménages à Bejaia en 2007. L'accroissement du secteur informel résulte du développement du secteur privé et particulièrement des micro-entreprises. Il apparaît pour les actifs de nombreux cas hybrides d'appartenance à la fois aux secteurs formel et informel, aux statuts de salarié déclaré et de non salarié. L'orientation vers l'emploi informel traduit in fine un développement relativement limité du salariat permanent, des problèmes d'insertion professionnelle et de fonctionnement satisfaisant des institutions, « d'inégalités politiques » au sens de D. Cogneau.

Le capital humain dans les entreprises dépend des qualifications dont on ne peut ignorer l'effet de l'expérience, la pratique et l'acquisition de connaissances au contact des autres travailleurs. L'apprentissage sur le tas au sein des entreprises au Maroc et au Sénégal est particulièrement étudié par **Christophe Nordman et François-Charles Wolff**. La diffusion du savoir par l'imitation paraît jouer un rôle sensible dans le cas des travailleurs marocains.

Les pays sud-méditerranéens se heurtent aussi à des problèmes d'inégalité en matière d'éducation, particulièrement perceptibles sur le plan géographique et selon les sexes. En Tunisie, d'après le dernier recensement de la population en 2004, le taux d'alphabétisation des hommes est de 82 % et celui des femmes de 64 %. **Maurice Catin et Mohamed Hazem** analysent les disparités régionales de taux d'alphabétisation selon les genres. Ils proposent un modèle économétrique spatial cherchant à expliquer les différences de taux d'alphabétisation selon les 206 délégations tunisiennes. Le degré d'alphabétisation est faible dans les zones rurales et là où les taux de chômage sont élevés. Il est aussi influencé par la taille du ménage et du logement et les facilités d'information. L'influence de tous ces facteurs est plus marquée pour les femmes. Toutefois, le développement de la scolarité et la parité fille/garçon atteinte dans l'enseignement primaire, comme d'ailleurs dans l'enseignement secondaire et supérieur, réduit l'analphabétisme.

Touhami Abdelkhalek, Florence Arestoff, Najat El Mekkaoui De Freitas et Sabine Mage-Bertomeu montrent, à partir d'une enquête menée en

2006-2007 au Maroc dans deux régions, que si l'épargne des ménages augmente avec les revenus et diminue avec leur taille en zone urbaine, d'autres facteurs sont à considérer en zone rurale, comme le degré d'alphabétisation du chef de ménage.

Un problème particulier d'inégalité dans les pays méditerranéens concerne les retraites. **Samia Benallah, Carole Bonnet, Claire El Moudden et Antoine Math** construisent un indicateur de « générosité » des systèmes de retraite et comparent ainsi les régimes algérien, marocain, tunisien, turc et français. Si l'on retient les taux de pension légaux ou les âges de départ à la retraite des salariés, la Turquie et l'Algérie paraissent disposer d'un système plus favorable. Toutefois, au Maghreb, un peu plus de la moitié seulement des personnes âgées perçoit une pension de retraite et aucun revenu minimal aux personnes âgées pauvres n'est offert.

En conclusion, les articles qui composent ce numéro invitent à approfondir le champ des recherches sur les inégalités de revenu, d'emploi, des retraites, de genre, des territoires, dans les pays arabes et leurs liens avec le processus de croissance, l'ouverture internationale, la qualité des institutions.

REFERENCES

- Abdih Y., Lopez-Murphy P., Agustin Roitman, and Ratna Sahay, 2010, The Cyclicity of Fiscal Policy in the Middle East and Central Asia: Is the Current Crisis Different?, *IMF Working paper*, WP/10/68.
- Acar S., Dogruel F., 2012, Sources of inequality in selected MENA countries, *Structural Change and Economic Dynamics*, 23.
- Campante F.R., Chor D., 2012, Why was the Arab world poised for revolution ? Schooling, economic opportunities, and the Arab spring, *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 26, n°2.
- Catin M., Regnault H., 2006, *Le Sud de la Méditerranée face aux défis du libre-échange*, L'Harmattan, Paris.
- Drine I., 2012, Institutions, governance and technology catch-up in North Africa, *Economic Modelling*, 29.
- FEMISE, 2010, *Crise et voies de sortie de crise dans les pays méditerranéens*, A. Galal et J.L. Reiffers (coord.), Banque Européenne d'Investissement et FEMISE.
- Mouhoud E.M., 2012, Political Economy of Arab Revolutions: analysis and prospects for North-African Countries, *Mondes en Développement*, Vol. 40, 2012/2, n°158.
- PNUD, 2009, *Rapport arabe sur le développement humain 2009 - Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes*.